

superpuissances fait perdre toute sa signification à la répartition des pays en grandes, moyennes et petites puissances. Le Canada n'a aucune prétention au titre de "puissance" au sens strict, mais il est fermement résolu à faire entendre sa voix dans le concert des nations. Pour agir de façon constructive dans la communauté internationale, il faut posséder des éléments de puissance. Dans ce sens restreint, on doit considérer le Canada comme étant une puissance économique plutôt qu'une puissance militaire. L'insistance mise sur la croissance économique permet ainsi au Canada de jouer un rôle plus actif dans les conseils des nations.

Il peut y avoir et il y a effectivement des conflits entre les divers thèmes de notre politique; le Gouvernement est forcé de faire des choix difficiles. La possibilité d'un conflit entre la croissance économique et l'harmonie du milieu naturel en est un exemple manifeste et d'actualité. Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. L'expansion de l'industrie crée les emplois et la prospérité. Elle peut aussi polluer l'air, le sol et l'eau. Le Canada et tous les autres pays techniquement avancés doivent aujourd'hui prendre des décisions pénibles dans ce domaine. Il en est de même des pays en voie de développement à mesure que leur économie progresse. J'ose espérer que nous sommes prêts à relever le défi et à prendre les décisions pénibles qui s'imposent.

Le Canada condamne sans réserve l'apartheid. Chaque fois que la question est soulevée aux Nations Unies, nous appuyons davantage le point de vue des états de l'Afrique noire que ne le fait aucun autre gouvernement occidental; ces états le reconnaissent d'ailleurs. Nous avons respecté les termes des résolutions adoptées par les Nations Unies sur la vente d'armes à l'Afrique du Sud. Nous fournissons une aide considérable et croissante pour le développement des pays qui sont voisins de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Nous resserrons nos liens diplomatiques avec ces pays. La société Polymer a entrepris de se débarrasser des modestes placements qu'elle possède en Afrique du Sud. Nous observons strictement l'embargo commercial décrété par les Nations Unies contre le régime illégal de la Rhodésie. Nous avons pris l'initiative de manifester à la Grande-Bretagne le souci que nous inspire la reprise de ses ventes d'armes à l'Afrique du Sud.

D'aucuns ont soutenu que le Canada devrait aussi cesser ou diminuer ses relations commerciales avec l'Afrique du Sud parce que ce pays pratique l'apartheid. Je crois pour ma part que cette opinion est contestable. En principe, et exception faite des sanctions approuvées par les Nations Unies, le Canada ne refuse pas d'entretenir des relations commerciales avec les pays dont il désapprouve l'idéologie politique ou le comportement. De temps en temps des Canadiens et des étrangers qui n'aiment pas les régimes actuels de Cuba, de la Chine et de l'Union soviétique nous ont fortement invités à rompre ces relations, mais nous n'avons pas suivi leurs conseils. Nous avons même favorisé le commerce avec ces pays, parce que nous y voyons un moyen d'améliorer les relations entre nos populations respectives. Il semble bien, d'ailleurs, que la plupart des Canadiens approuvent cette ligne de conduite du Gouvernement.